

SOMMAIRE

Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

- Henri BATIFFOL et Paul LAGARDE. — *L'improvisation de nouvelles règles de conflit de lois en matière de filiation*..... 1
- Joseph HUDAULT. — *Sens et portée de la compétence du juge naturel dans l'Ancien Droit français (à suivre)* 27

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ ET DOMICILE.

Reconnaissance de la nationalité française. — Ordonnance du 21 juillet 1962. — Règles de fond et non de preuve. — Absence de déclaration. — Conséquence. — Perte de la nationalité française. — 2° *Conflit de lois*. — Succession mobilière. — Musulman d'origine algérienne. — Décès en France après l'indépendance de l'Algérie. — Loi applicable. — Loi du domicile. — Loi française. — Cour d'appel de Paris (2° Ch.), 10 juin 1971, note P. L., p. 55.

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

Expulsion. — Droits de la défense. — Ordonnance du 2 novembre 1945. — Articles 24 et 25. — Convention franco-allemande du 27 octobre 1956. — Article III-2°. — Formalités non respectées. — Urgence absolue non prouvée. — Excès de pouvoir. — Annulation. — 2° *Recours pour excès de pouvoir*. — Arrêté d'expulsion. — Exécution immédiate. — Étranger reconduit à la frontière. — Perte de la résidence en France. — Recours. — Délai. — Allongement en raison de la distance. — Conseil d'Etat, 16 janvier et 11 décembre 1970, note P. Aymond, p. 61.

III. — CONFLITS DE LOIS.

Transport aérien. — Convention de Varsovie du 12 octobre 1929. — Article 29. — Action en responsabilité. — Délai. — Suspension au profit des mineurs. — Article 2252 du Code civil. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 2 mars 1971, note M. Simon-Depitre, p. 69.

Prescription. — Loi applicable. — Loi de l'obligation. — 2° *Conflit dans le temps*. — Accident du travail. — Survenance en Algérie avant l'indépendance. — Action en réparation. — Prescription. — Délai. — Allongement rétroactif après l'indépendance. — Absence d'effet. — Loi française seule applicable. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 21 avril 1971, deux arrêts, note Paul Lagarde, p. 74.

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Litispendance. — Tribunal étranger premier saisi. — Irrecevabilité. — 2° *Compétence*. — Article 14 du Code civil. — Rapports franco-dahoméens. — Application. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 1^{er} décembre 1969, note Henri-Jacques Lucas, p. 84.

Exequatur. — Jugement étranger. — Pouvoirs du juge français. — Exclusion de la révision. — Ordre public français. — Conformité. — Contrôle. — Circonstances extrinsèques au jugement. — Prise en considération. — Interdiction. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 8 juillet 1969 et 27 janvier 1971, note Eugène Schaeffer, p. 100.

Jugement étranger. — Divorce. — Action en inopposabilité. — Recevabilité. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 10 février 1971, p. 123.

Clause compromissoire. — Vente de céréales de France en Italie. — Relais prévu ultérieurement par un pays tiers. — Manœuvre illicite. — Modalité d'exécution détachable du contrat principal. — Validité de la clause. — Litige portant sur l'exécution du contrat. — Article 1004 du Code de procédure civile. — Non application. — 2° Arbitrage international. — 1° Notion. — Contrat principal. — Exportation de céréales. — Arbitres français. — Commerce international. — 2° Clause compromissoire. — Autonomie. — Litige sur la validité du contrat principal. — Compétence des arbitres. — Voies de recours. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 18 mai 1971, deux arrêts, note E. Mezger, p. 124.

Jugement étranger. — Divorce. — Effets sans exequatur. — Obstacle à une demande nouvelle. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 9 juin 1971, note Ph. Francescakis, p. 131.

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Discrimination raciale. — *Elimination.* — Convention des Nations Unies du 7 mars 1966, p. 140.

II. — Lois, Décrets et Actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Aide judiciaire. — *Etrangers.* — *Bénéfice.* — *Condition.* — *Résidence en France.* — Loi du 3 janvier 1972, p. 148.

Eaux territoriales. — *Délimitation.* — Loi du 24 décembre 1971, p. 150.

Etat civil. — *Agents diplomatiques et consulaires.* — *Attributions.* — Décret du 22 octobre 1971, p. 150.

Etrangers. — *Droit du travail.* — *Mines.* — *Délégués à la sécurité des ouvriers.* — *Electorat.* — *Eligibilité.* — *Conditions.* — Loi du 31 décembre 1971, p. 151.

Etrangers. — *Professions.* — *Avocats.* — *Conseils juridiques.* — *Conditions.* — Loi du 31 décembre 1971, p. 152.

Etrangers. — *Travail temporaire.* — Loi du 3 janvier 1972, p. 154.

Filiation. — *Légitimation.* — *Aliments.* — Loi du 3 janvier 1972, p. 154.

III. — Communautés européennes.

Droit communautaire et droits nationaux. — *Droit belge.* — *Conflit.* — *Prééminence du droit communautaire.* — Réponse de la Commission, p. 157.

Travailleurs étrangers. — *Situation dans les pays membres.* — *Etat de la question.* — Réponse de la Commission, p. 159.

IV. — Informations diverses.

Obligation alimentaire. — *Mère française créancière.* — *Fille débitrice mariée avec un Suisse.* — *Double nationalité.* — *Moyens d'action de la mère.* — Réponse du ministre, p. 162.

Syndicats professionnels. — *Fonctions de direction.* — *Nationalité française exigée.* — *Etrangers naturalisés français.* — *Ressortissants d'un Etat membre de la Communauté économique européenne.* — *Etat de la question.* — Réponse du ministre, p. 164.

Comité français de droit international privé, par P. Bellet, p. 165.

Conférence de La Haye de droit international privé. — *Conventions postérieures à la guerre de 1939-45.* — *Etat des signatures et des ratifications au 15 mars 1972.* — p. 170.

Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — Livres. — Ballarino (Tito), *Forma degli atti e diritto internazionale privato* Fr. Rigaux, p. 186. —

Commission des Nations-Unies pour le droit commercial international, Annuaire et Registre des textes des conventions et autres instruments relatifs au droit commercial international (Bernard Audit), p. 187.

— Ferid (M.), *Das französische Zivilrecht* (Henri Batiffol), p. 191. — Françon (André), *La propriété littéraire et artistique* (P. L.), p. 193. — Makarov (Alexander N.), *Deutsches Staatsangehörigkeitsrecht*

(H. B.), p. 194. — Mégret (Jacques), Louis (Jean-Victor), Vignes (Daniel), Waelbroeck (Michel), Doussel (Jacques) et Sarnet (Marcel), *Le droit de la Communauté économique européenne, vol. 3, Libre circulation des travailleurs, établissement et services, capitaux, transports* (P. L.), p. 195. — Migliazza (Alessandro), *Le sentenze straniere nel diritto italiano* (Dominique Holleaux), p. 196. — Morris

(J. H. C.), *The Conflict of Laws* (Ph. Francescakis), p. 199.

II. — Revues.

Kunz (Otto), *Quelques problèmes posés par les conflits de lois dans le domaine des contrats relatifs aux droits d'auteur* (H. B.), p. 202.

Revue
critique
de
droit
international
privé